

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21135 - 78ÈME ANNÉE

Conférence du 9 janvier à l'Université de La Réunion

9 janvier : soutien à la lutte des Chagossiens pour leur retour aux Chagos

Le Comité de solidarité Chagos-La Réunion et le Mouvement réunionnais pour la Paix ont adressé hier leurs vœux à la presse en renouvelant un appel à la mobilisation. Le 9 janvier à 17 heures à l'amphithéâtre bioclimatique de l'Université de La Réunion se tiendra une conférence de l'avocat Philippe Sands. Le juriste défendit les Chagossiens à la Cour internationale de justice de La Haye. Deux invités accompagneront Philippe Sands : Olivier Bancoult leader du mouvement de résistance chagossien connu sous le nom « Groupe Réfugiés Chagos », et Liseby Elizé, témoin au procès devant la Cour internationale de La Haye, et citoyenne d'honneur de la ville de Lyon.

Chers amis des Chagossiennes et des Chagossiens, nous vous souhaitons une bonne année et vous remercions pour le soutien que vous avez apporté durant l'année 2022 à la cause de nos soeurs et de nos frères. Cependant à la suite de notre dernier message qui date de quelques jours, nous faisons à nouveau appel à vous, voici quelle en est la raison :

Le 9 janvier dans le cadre de l'université de la Réunion à Saint-Denis, le Comité Solidarité Chagos La Réunion et le Mouvement réunionnais pour la Paix, ont l'honneur d'accueillir Philippe Sands, juriste international, écrivain des droits de l'homme, auteur du livre « La dernière colonie ».

Philippe Sands sera accompagné par deux invités que nous connaissons bien pour les avoir reçus à plusieurs reprises à La Réunion. Il s'agit de :

Olivier Bancoult leader du mouvement de résistance chagossien connu sous le nom 'Groupe Réfugiés Chagos',

et Liseby Elizé, témoin au procès devant la Cour internationale de La Haye, et citoyenne d'honneur de la ville de Lyon.

Cette conférence intervient à un point important de LA LUTTE DES CHAGOSSIENS POUR LE RETOUR AU PAYS NATAL, quand on sait que des pourparlers entre le gouvernement de Maurice et le gouvernement de Londres devront s'ouvrir dans le courant du mois de Janvier 2023.

C'est pour cette raison que nous devons faire tous ensemble de cette conférence un grand moment de la résistance des Chagossiens dont l'écho se fera entendre au-delà des frontières de la Réunion.

Nous comptons donc sur votre présence à la conférence et sur votre participation aux débats qui suivront. Venez et emmenez vos amis afin de faire franchir à la solidarité avec le peuple chagossien un pas supplémentaire dans la solidarité internationale.

Georges Gauvin,
président du Comité Solidarité Chagos La Réunion
Alain Dreneau,
secrétaire du Comité Solidarité Chagos La Réunion
Julie Pontalba
présidente du Mouvement Réunionnais pour la Paix

Un traitement bien différent de celui auquel ont droit les réfugiés venus d'Ukraine

9 réfugiés du Sri Lanka risquent l'expulsion

Le 24 décembre dernier, 53 réfugiés en provenance du Sri Lanka sont arrivés à La Réunion. Les adultes ont été placés en « zone d'attente ». Hier, 9 d'entre eux ont été jugés indésirables. Leur demande d'asile a été rejetée et ils risquent l'expulsion vers le Sri Lanka.

Sur les 53 réfugiés arrivés à La Réunion le 24 décembre, 9 sont pour le moment jugés indésirables. Leur demande de droit d'asile a été rejetée. Dans ces conditions, ils sont susceptibles d'être expulsés vers le Sri Lanka.

Ces personnes ont pourtant décidé de tout quitter dans leur pays d'origine. Cela montre l'ampleur de la crise au Sri Lanka. Dans ce pays, les difficultés se sont accumulées depuis une dizaine d'années. Près d'un habitant sur trois connaît l'insécurité alimentaire, les violences sont nombreuses. Des émeutes de la faim ont déjà eu lieu. La Réunion apparaît alors comme une porte de sortie. Des réfugiés sont prêts à faire des milliers de kilomètres de haute mer pour reconstruire une autre vie. Mais officiellement, ils ne sont pas les bienvenus. En octobre dernier, 13 des 17 réfugiés venant du Sri Lanka avaient été expulsés et renvoyés vers de pays.

D'autres réfugiés accueillis à bras ouverts

Cette situation contraste avec le traitement réservé à d'autres réfugiés. Depuis l'extension en février dernier de la guerre lancée en 2014 contre les populations du Donbass, des millions de personnes ont quitté l'Ukraine pour se réfugier dans des pays de l'Union européenne voisine. En France, les réfugiés ukrainiens peuvent donc entrer sans visa, ils sont régularisés. Ils peuvent donc s'y établir, y travailler et ils ont même le droit de voyager gratuitement dans les trains de la SNCF.

A La Réunion, les réfugiés du Sri Lanka ne bénéficient pas des mêmes droits que ceux qui viennent d'Ukraine. Pourtant n'ont-ils pas eux aussi été obligés de tout quitter ?

M.M.

« Sak i bate tanbour sé pa li k'i danss ! » : In kozman pou la route

Médam, méssyé, la sossyété, koz èk mwin sé koz èk in kouyon mé sé o pyé d'lo mir k'i oi lo masson.

Mézami, oila in provèrb i pass dovan mwin dopi in sèrtin tan déza, mé mwin téi konpran pa tro bien kossa li téi vé dir.

Astèr mi kroi lé in pé konm : « sak i done la rou i ral pa sharète ». Pou koi mi kroi sa ? Pars bate tanbour mèm an vitèss sa lé fézab san tro forssé mé danss dossi lo son tanbour, lé pa lo même zafèr. Mi panss lé bokou pli dir.

Konm lé fassil kozé ; lé fassil di : « fé ! fé ! fé ! » mé fèr sé in n'ote afèr. Fèr avèk dir la pa parèye.

Alé ! mi kite azot rofléshi la dsu é ni rotrov pli d'van. Sipétadyé.

Le Fonds des Nations Unies pour la population appelle à la solidarité

Femmes et filles en Somalie en danger à cause de la sécheresse

La Somalie a connu une sécheresse dévastatrice en 2022, touchant près de la moitié de l'ensemble de sa population, soit environ 7,8 millions de personnes. Actuellement, environ 7,1 millions de personnes souffrent d'insécurité alimentaire aiguë, avec plus de 214 000 personnes confrontées à la famine. Dans toute la Somalie, environ 2 millions de femmes en âge de procréer ont été touchées, dont plus de 380 000 qui sont actuellement enceintes et ont besoin de services et d'informations vitaux en matière de santé sexuelle et reproductive.

En Somalie, la sécheresse a des conséquences désastreuses au niveau social. Plus de 7 millions de personnes souffrent d'insuffisance alimentaire. Les femmes et les filles sont confrontées à des risques accrus de violence basée sur le genre en raison des déplacements multiples, des abris et des toilettes surpeuplés et mal éclairés dans les camps, et de la nécessité de parcourir de longues distances pour les nécessités telles que l'eau, la nourriture et les aliments pour animaux. Le mariage des enfants est devenu un mécanisme d'adaptation néfaste pour les familles aux prises avec la pauvreté, exposant la fillette aux dangers de la violence physique et sexuelle, de la malnutrition et à un risque élevé de mortalité maternelle et néonatale.

Cette augmentation des mariages d'enfants et des violences sexuelles contre les femmes et les filles a entraîné une augmentation des grossesses non désirées et à haut risque. Les femmes enceintes qui sont déplacées ou contraintes de déménager courent un risque plus élevé de complications pendant la grossesse et l'accouchement, y compris le risque d'hémorragie après l'accouchement qui peut être

mortelle si elle n'est pas traitée rapidement dans un hôpital. L'amélioration de l'accès et de la disponibilité des services de santé, y compris les services de planification familiale fondés sur les droits, peut aider les femmes et les filles avec un traitement rapide, des références et des options d'espacement des naissances.

Aider les victimes

Le Fonds des Nations Unies pour la population est mobilisé en Somalie pour aider ces femmes et les filles vulnérables, les populations déplacées et les personnes handicapées. Les établissements de santé et les services mobiles de proximité fournissent des services pour soutenir la santé maternelle et néonatale et les options d'espacement des naissances. Ils s'efforcent également de traiter les complications causées par la violence basée sur le genre, par exemple en assurant une prise en charge clinique du viol. De plus, pour aider les survivantes de ces crimes à guérir et à reconstruire leur vie, des services de conseil psychosocial sont mis à disposition dans des espaces sûrs et des centres à guichet unique.

La crise est toujours en cours et des investissements urgents et durables dans la réduction des risques et de la vulnérabilité sont nécessaires pour empêcher que la crise humanitaire ne s'aggrave davantage. Pour continuer à fournir des services vitaux et à répondre aux besoins croissants des femmes et des filles en Somalie en 2023, le Fonds des Nations Unies pour la population a besoin d'un minimum de 63,1 millions de dollars.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Zis in pti romark dsi la késtyon d'lo Pars d'après sak i di nou sé d'gaspiyèr

Mézami si zot i rouv zot radyo kissoi lo matin lo soir, dan la zourné, osinonsa dan la nuite zot va antande kréol après s'plinde zot lé an mank dolo. Astèr inn foi ou la di sa, ou la pankor di gran-shoz pars si i gaspiye, i fo rode kissa k'i gaspiye, é si possib koman i pé évite gaspiyé.

Dann zoinal yèr mi oi i pointe lo doi dsi bann zaboné épi i di k'i konsome 180 lite dolo par zour é fransh vérité sa sé d'gaspiyaz. Ok mi di pa lo kontrèr mé si i fo pointe lo doi dsou l'né bande gaspiyèr kossa ni anpanss bande rézo d'lo i pèrde pou déssèrtin in bone partie dolo kapté dopi dé zané é dé zané.

Kossa k'i fodré di ankor pou dolo largué an kantité dann por Sint-Roz. So kou issi, mi trouv in pé néna bien d'toupé pou di nou lé gaspiyèr alé oir lo gaspiyaz lé fé, ouvèrtman dovan toulmoune.

Ni pouré ankor anparl dolo la plui k'i ruissèl ziska la mèr, san ké ni sava rode in manyèr pou fé in kaptaz pou ansèrv l'agrikiltir, kansrédi.

Astèr ni pé ankor anparl la kiltir irrigué é domande anou si sa lé vréman néssèssèr pou noute bande prodikssyon. Souvan défoi, mi rogarde dossi l'internet listoir d'in plantèr i plante tomate in pé toute kalité san done azot in sipléman d'lo, san irigué avèk bande varyété i rézist la shalèr épi la séshrèss.

I pouré dir ankor sré possib fé bande bassin pou kaptaz dolo é néna la plass pou fé sa.

Aprés, kan sora fini arète lo gaspiyaz é kan i romark — si i romark, nou kréol ni konsome tro d'lo, so zour-la i pé domande anou in pti léfor an pliss zour-la mi panss lé possib ni aksèpte. An touléka pou mwin i fodré fé in plan organisé pou satisfèr nout bézoin d'lo avan fé sak bande zazanss dolo après fé avèk demoune par issi é par laba.

A bon antandèr, salu.

Justin